

Mieux gérer avant d'investir

Renforcer la gestion locale et concertée

Respecter le fonctionnement naturel des milieux

ORIENTATIONS FONDAMENTALES

Améliorer la gestion des débits pour satisfaire au respect du fonctionnement naturel des milieux, en particulier dans les bassins prioritaires et sur les ouvrages structurants

Développer les outils permettant l'arbitrage des conflits entre les besoins

OBJECTIFS DU SDAGE

SYNTHÈSE PANORAMIQUE

Dans le bassin RMC, l'hydrologie est contrastée : les régions méditerranéennes côtoient des montagnes qui constituent de véritables " châteaux d'eau ". Les mesures de répartition de la ressource par usages ou par zones y constituent un héritage historique bien vivant, comme en témoignent le nombre et l'importance des ouvrages de stockage, de transfert ou d'exploitation de l'énergie hydraulique. Le bilan hydrologique globalement positif (" L'eau est abondante ... ") ne doit cependant pas masquer une certaine inégalité dans cette répartition de la ressource, qui est souvent réalisée au profit d'un usage unique, différent selon les secteurs (" ... mais à qui profite-t-elle ? ").

Trois grands types de problèmes, identifiés par le SDAGE, rendent urgentes des améliorations de la gestion quantitative de la ressource.

Parfois, l'eau manque : certains cours d'eau sont soumis à une sollicitation forte, liée à la croissance et à la diversification des usages, dans des contextes hydrologiques marqués par des pénuries récurrentes ou saisonnières.

La gestion de certains aménagements hydroélectriques devrait être optimisée dans une optique multi-usages : ces aménagements représentant d'importants volumes mobilisables sont soumis à un régime de concession et à des modalités de gestion mal adaptés aux évolutions récentes des usages de l'eau et de la demande sociale ainsi qu'à un fonctionnement équilibré des écosystèmes.

Il en est de même pour de nombreux barrages et canaux : ouvrages gérés par les Sociétés d'Aménagement Régional, barrages réservoirs, transferts et canaux agricoles, canaux de navigation. Ceux-ci nécessitent également une évaluation de leur fonctionnement voire une optimisation de leur mode de gestion.

Plusieurs blocages rendent complexe la mise en œuvre d'une gestion quantitative : régimes de concessions peu évolutifs, manque de connaissance des situations hydrologiques réelles, rareté des maîtres d'ouvrage, méconnaissance du coût réel de l'eau prélevée en fonction de son usage (hydro-électricité, agriculture). Cela explique le faible niveau d'avancement des mesures préconisées par le SDAGE, telles les débits objectifs, ou les débits affectés.

Néanmoins, émergent des initiatives locales ambitieuses qui, par une approche concertée, prennent en compte le fonctionnement des milieux naturels et l'ensemble des usages. Elles se traduisent par des progrès significatifs en matière de gestion quantitative de la ressource. Ainsi, les problématiques de dynamiques fluviales et alluvionnaires ou la sévérité naturelle des étiages sont de mieux en mieux intégrées dans l'élaboration des propositions de gestion. Cependant, force est de constater que ces initiatives restent rares. En effet peu de structures allient la capacité technique, l'extension géographique et la volonté politique leur permettant de se porter maître d'ouvrage de démarches locales de gestion quantitative de la ressource.